

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2017/10594]

Ambassades étrangères en Belgique
Remise de Lettres de créance

Le 2 février 2017, LL.EE. Monsieur Antonio José Vallim Guerreiro, Madame Cheryl J. Augustine-Kanu, S.E. Révérendissime Monseigneur Augustine Kasujja, Monsieur Wali J. Monawar et Monsieur Mohamed Issa Hamad Abushahab Alsuwaidi ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire respectivement de la République fédérative du Brésil, de Grenade, de Nonce Apostolique, de la République islamique d'Afghanistan et des Emirats Arabes Unis à Bruxelles.

LL.EE. ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à leur résidence à l'issue de l'audience.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2017/10594]

Buitenlandse Ambassades in België
Overhandigen van geloofsbrieven

Op 2 februari 2017 hebben H.E. de heer Antonio José Vallim Guerreiro, mevrouw Cheryl J. Augustine-Kanu, Z.E.R. Mgr Augustine Kasujja, de heer Wali J. Monawar en de heer Mohamed Issa Hamad Abushahab Alsuwaidi de eer gehad aan de Koning, in officiële audiëntie, de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur respectievelijk van de Federatieve Republiek Brazilië, van Grenade, van Apostolisch Nuntius, van de Islamitische Republiek Afghanistan en van de Verenigde Arabische Emiraten te Brussel.

H.E. werden in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar hun residentie teruggebracht.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/200111]

20 JANVIER 2017. — Arrêté royal modifiant les articles 24, 133, 134ter, 148, 164, 167 et 168bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, article 7, § 1^{er}, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961 et § 2, modifié par la loi du 8 avril 2003;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 5 février 2015;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 septembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 octobre 2016;

Vu l'avis 60.554/1 du Conseil d'Etat, donné le 29 décembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 24 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, remplacé par l'arrêté royal du 30 avril 1999, sont apportées les modifications suivantes:

1^o) le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, modifié par l'arrêté royal du 10 novembre 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o faire et transmettre au travailleur toutes communications et tous documents prescrits par l'Office »;

2^o) le § 2, 4^o, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2014, est complété par l'alinéa suivant :

« Cette obligation ne s'applique pas lorsque l'introduction de la déclaration de la situation personnelle et familiale se fait à la suite du traitement d'un message de modification, tel que prévu au point 5^o; »;

3^o) le § 2, est complété par un 5^o, rédigé comme suit :

5^o lorsqu'ils sont informés, par le biais d'un flux d'informations provenant du Registre national ou des registres de la Banque-carrefour, d'une modification des données en matière de nationalité, de lieu de résidence ou de composition du ménage de l'assuré social au cours du mois pour lequel l'assuré social a sollicité des allocations en tant que chômeur complet, vérifier d'office dans quelle mesure ces données

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/200111]

20 JANUARI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 24, 133, 134ter, 148, 164, 167 en 168bis van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961 en § 2, gewijzigd bij de wet van 8 april 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 5 februari 2015;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 september 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 13 oktober 2016;

Gelet op advies 60.554/1 van de Raad van State, gegeven op 29 december 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 24 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, vervangen bij het koninklijk besluit van 30 april 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o) § 1, eerste lid, 2^o, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 november 2005, wordt vervangen door de volgende bepaling:

2^o aan de werknemer alle door de Rijksdienst voorgeschreven mededelingen verstrekken en documenten overmaken”;

2^o) § 2, 4^o, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juli 2014, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Deze verplichting geldt niet wanneer de indiening van de aangifte van de persoonlijke en familiale toestand gebeurt naar aanleiding van de behandeling van een wijzigingsbericht zoals bedoeld in 5^o; »;

3^o) § 2, wordt aangevuld met een 5^o, luidend als volgt :

5^o ambtshalve, wanneer zij in een maand waarvoor de sociaal verzekerde aanspraak op uitkeringen als volledig werkloze maakt, via een informatiestroom afkomstig van de gegevensbank van het Rijksregister of de Kruispuntbankregisters ingelicht worden van een wijziging van de gegevens betreffende de nationaliteit, verblijfplaats of samenstelling van het gezin van de sociaal verzekerde, na te gaan in hoeverre

modifiées correspondent aux données communiquées par l'assuré social.

L'organisme de paiement est supposé avoir reçu ces données dans le mois au cours duquel celles-ci ont été envoyées par l'Office, à moins qu'un paiement relatif au mois de l'envoi ait déjà été effectué, et ceci avant le cinquième jour ouvrable qui suit le jour de l'envoi, auquel cas les données sont supposées avoir seulement été reçues au cours du mois suivant le mois de l'envoi.

A la demande écrite de l'administration centrale de l'organisme de paiement, l'administration centrale de l'Office peut décider que ce délai sera porté à dix jours ouvrables maximum, si des circonstances exceptionnelles en raison de l'organisme de paiement, notamment des jours de pont à la fin ou au début d'un mois, peuvent entraîner, suite au maintien du délai de cinq jours ouvrables, un retard anormal du paiement des allocations.

Par jours ouvrables, on entend: tous les jours de la semaine, excepté les samedis, les dimanches et les jours fériés.

Le traitement de ces données peut également avoir lieu au moyen de la procédure prévue en cas d'application du point 4°.

Art. 2. - A l'article 133, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 février 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1°) le 1° est complété par la phrase suivante :

« et le chômeur sollicite pour la première fois des allocations en tant que chômeur complet; »;

2°) il est complété par un 6°, rédigé comme suit :

« 6° le chômeur sollicite à nouveau des allocations en tant que chômeur complet après une interruption du bénéfice des allocations au cours de laquelle il n'a pas sollicité d'allocations en tant que chômeur complet pendant au moins un mois calendrier, si, durant la période d'interruption, au cours d'un mois durant lequel aucune demande d'allocations en tant que chômeur complet n'a été effectuée, l'organisme de paiement reçoit un message modificatif tel que visé à l'article 24, § 2, 5°, par le biais du Registre national ou des registres de la Banque-carrefour. Cette disposition n'est pas d'application si, à la suite de la réception du message de modification visé à l'article 24, § 2, 5°, l'organisme de paiement a effectué une introduction auprès du bureau du chômage en application de l'article 134ter. ».

Art. 3. L'article 134ter du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2014, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 134ter. Si, dans l'exécution de ses missions visées à l'article 24, § 2, 4° et 5°, l'organisme de paiement constate en ce qui concerne un assuré social, une différence entre les données provenant du Registre national ou du registre de la Banque-carrefour et les données communiquées par l'assuré social en matière de nationalité, de lieu de résidence ou de composition de ménage, et que cette différence peut avoir une incidence sur le droit aux allocations ou sur le montant de celles-ci, l'organisme de paiement est tenu d'introduire un dossier auprès du bureau du chômage après :

1° avoir contacté l'assuré social et lui avoir proposé de corriger la déclaration ou d'introduire une nouvelle déclaration;

2° et, dans le cas où l'assuré social n'est pas d'accord avec cette proposition, avoir joint à ce dossier, contenant une déclaration de la situation personnelle et familiale, une déclaration signée par l'assuré social reprenant les motifs pour lesquels il n'est pas d'accord, déclaration dont le modèle est défini par l'Office.

Si, dans l'exécution de sa mission visée à l'article 24, § 2, 5°, l'organisme de paiement reçoit un message de modification et qu'il estime que le contenu de ce message ne requiert pas l'introduction d'un dossier en application de l'article 134, il est tenu de le communiquer au bureau du chômage.

Les données de la banque de données du Registre national et des registres de la Banque-carrefour qui concernent la nationalité, le lieu de résidence ou la composition du ménage qui sont consultées par l'organisme de paiement en application de l'article 24, § 2, 4° et 5°, ainsi que, dans le cas de l'article 24, § 2, 4°, la date de cette consultation, sont, le cas échéant, introduites au bureau du chômage avec le dossier contenant la déclaration de la situation personnelle et familiale, de la manière et dans les délais prévus en vertu de l'article 138, alinéa 1^{er}, 4°.

deze gewijzigde gegevens overeenstemmen met de door de sociaal verzekerde meegedeelde gegevens.

Deze gegevens worden door de uitbetalingsinstelling geacht te zijn ontvangen in de maand waarin zij door de Rijksdienst werden verzonden, tenzij vóór de vijfde werkdag volgend op de dag van de verzending reeds een betaling betreffende de maand van verzending werd verricht, in welk geval de gegevens slechts worden geacht te zijn ontvangen in de maand volgend op de maand van de verzending.

Op schriftelijk verzoek van het hoofdbestuur van de uitbetalingsinstelling, kan het hoofdbestuur van de Rijksdienst beslissen dat deze termijn op ten hoogste tien werkdagen wordt gebracht, indien uitzonderlijke omstandigheden in hoofde van de uitbetalingsinstelling, inzonderheid bruggedagen op het einde of in het begin van een maand, er toe kunnen leiden dat, door het behoud van de termijn van vijf werkdagen, een abnormale vertraging in de betaling van de uitkeringen kan optreden.

Als werkdagen worden bedoeld: alle dagen van de week uitgezonderd de zaterdagen, de zondagen en de feestdagen.

De behandeling van deze gegevens kan eveneens gebeuren aan de hand van de procedure voorzien in geval van toepassing van 4°.

Art. 2. In artikel 133, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) het 1° wordt aangevuld met de volgende zinsnede :

"en de werkloze voor het eerst uitkeringen als volledig werkloze wenst te bekomen;"

2°) hij wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt :

« 6° de werkloze opnieuw uitkeringen als volledig werkloze aanvraagt na een onderbreking van het genot van de uitkeringen waarbij hij voor minstens één kalendermaand geen aanspraak op uitkeringen als volledig werkloze heeft gemaakt, indien de uitbetalingsinstelling in de periode van onderbreking, tijdens een maand waarin geen aanspraak op uitkeringen als volledig werkloze werd gemaakt, een wijzigingsbericht zoals bedoeld in artikel 24, § 2, 5°, van het Rijksregister of de Kruispuntbankregisters heeft ontvangen. Deze bepaling is niet van toepassing indien de uitbetalingsinstelling naar aanleiding van de ontvangst van het wijzigingsbericht bedoeld in artikel 24, § 2, 5°, in toepassing van artikel 134ter een indiening bij het werkloosheidsbureau heeft verricht. ».

Art. 3. Artikel 134ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 juli 2014, wordt vervangen door de volgende bepalingen:

"Art. 134ter. Indien de uitbetalingsinstelling bij de uitvoering van haar opdrachten bedoeld in artikel 24, § 2, 4° en 5°, voor een sociaal verzekerde een verschil tussen de gegevens van het Rijksregister of het Kruispuntbankregister en de door de sociaal verzekerde meegedeelde gegevens vaststelt betreffende de nationaliteit, verblijfplaats of de samenstelling van het gezin en dat verschil een invloed kan hebben op het recht op uitkeringen of op het bedrag ervan, is de uitbetalingsinstelling er toe gehouden bij het werkloosheidsbureau een dossier in te dienen, nadat zij :

1° de sociaal verzekerde heeft gecontacteerd met een voorstel om de aangifte te corrigeren of een nieuwe aangifte in te dienen;

2° en, in het geval de sociaal verzekerde niet instemt met dit voorstel, aan dit dossier, bevattende een aangifte van de persoonlijke en familiale toestand, een door de sociaal verzekerde ondertekende verklaring met de motivering van de niet-instemming, waarvan het model bepaald wordt door de Rijksdienst, heeft toegevoegd.

Indien de uitbetalingsinstelling bij de uitvoering van haar opdracht bedoeld in artikel 24, § 2, 5°, een wijzigingsbericht ontvangt en zij van oordeel is dat de inhoud van dit bericht niet de indiening van een dossier in toepassing van artikel 134 vereist, is de uitbetalingsinstelling er toe gehouden dit aan het werkloosheidsbureau mee te delen.

De door de uitbetalingsinstelling in toepassing van de artikelen 24, § 2, 4° en 5°, geraadpleegde gegevens van de gegevensbank van het Rijksregister en de Kruispuntbankregisters betreffende de nationaliteit, verblijfplaats of samenstelling van het gezin, en, in geval van artikel 24, § 2, 4°, de datum van deze consultatie, worden, in voorkomend geval samen met het dossier bevattende de aangifte van de persoonlijke en familiale toestand bij het werkloosheidsbureau ingediend op de wijze en binnen de termijnen voorzien krachtens artikel 138, eerste lid, 4°.

Art. 4. A l'article 148 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1^o) au 3^o les mots et chiffres « la consultation d'office du Registre national et des registres de la Banque-carrefour en application de l'article 24, § 2, 4^o » remplacés par les mots et chiffres « la consultation du Registre national et des registres de la Banque-carrefour en application de l'article 24, § 2, 4^o et 5^o »;

2^o) il est complété par un 6^o, rédigé comme suit :

« 6^o à partir du jour où est survenu un événement modificatif, dans le cas où cette modification a été reçue par le biais d'un flux d'informations issu de la banque de données du Registre national ou des registres de la Banque-carrefour, qui tombe dans le champ d'application de l'article 24, § 2, 5^o.

La carte d'allocations conserve toutefois sa validité envers l'organisme de paiement pour les paiements qu'il a effectués avant d'être informé de cet événement modificatif.

L'organisme de paiement est supposé être informé de l'événement modificatif le cinquième jour ouvrable qui suit le jour de l'envoi relatif à cet événement à l'organisme de paiement par l'Office.

A la demande écrite de l'administration centrale de l'organisme de paiement, l'administration centrale de l'Office peut décider que ce délai, sera porté à dix jours ouvrables maximum, si des circonstances exceptionnelles en raison de l'organisme de paiement, notamment des jours de pont à la fin ou au début d'un mois, peuvent entraîner, suite au maintien du délai de cinq jours ouvrables, un retard anormal du paiement des allocations.

Par jours ouvrables, on entend : tous les jours de la semaine, excepté les samedis, les dimanches et les jours fériés. ».

Art. 5. A l'article 164, § 3, du même arrêté, la première phrase de l'alinéa 3 est remplacé par la phrase suivante :

« L'Office élimine, en tout ou en partie, les dépenses qui, pour une autre raison que celle mentionnée dans l'article 148, 3^o et 6^o, et suite aux missions des organismes de paiement visées à l'article 24, § 2, 4^o et 5^o, ne sont pas couvertes par une carte d'allocations valable qui accorde le droit aux allocations ou qui, pour un des motifs déterminés par l'Office, ne sont pas valablement introduites. ».

Art. 6. - A l'article 167, § 6, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2014, la phrase introductive est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application de ce paragraphe, en ce qui concerne la mission de l'organisme de paiement visée à l'article 24, § 2, 4^o, on parle de paiement ne respectant pas l'obligation prévue à l'article 134^{ter} uniquement lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies : ».

Art. 7. - A l'article 168bis du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 3 juin 2007 et modifié par l'arrêté royal du 2 décembre 2011, sont apportées les modifications suivantes :

1^o) au § 1^{er} les mots "ou 3^o" sont remplacés par les mots ",3^o ou 5^o";

2^o) au § 3, alinéa 4, les mots "ou 3^o," sont remplacés par les mots ",3^o ou 5^o".

Art. 8. - Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. - Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Art. 4. In artikel 148 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juli 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o) in het 3^o worden de woorden en cijfers "ambtshalve raadpleging van het Rijksregister en van de Kruispuntbankregisters in toepassing van artikel 24, § 2, 4^o" vervangen door de woorden en cijfers "raadpleging van het Rijksregister en van de Kruispuntbankregisters in toepassing van artikel 24, § 2, 4^o en 5^o";

2^o) het wordt aangevuld met een 6^o, luidend als volgt :

"6^o vanaf de dag waarop zich een wijzigende gebeurtenis heeft voorgedaan, in geval deze wijziging werd ontvangen via een informatiestroom afkomstig van de gegevensbank van het Rijksregister of de Kruispuntbankregisters die valt onder het toepassingsgebied van artikel 24, § 2, 5^o.

De uitkeringskaart behoudt evenwel ten aanzien van de uitbetalingsinstelling haar geldigheid voor de betalingen die zij heeft verricht vooraleer zij op de hoogte was van deze wijzigende gebeurtenis.

De uitbetalingsinstelling wordt geacht op de hoogte te zijn van de wijzigende gebeurtenis de vijfde werkdag na de dag waarop het bericht hiervan door de Rijksdienst naar de uitbetalingsinstelling werd verzonden.

Op schriftelijk verzoek van het hoofdbestuur van de uitbetalingsinstelling, kan het hoofdbestuur van de Rijksdienst beslissen dat deze termijn, op ten hoogste tien werkdagen wordt gebracht, indien uitzonderlijke omstandigheden in hoofde van de uitbetalingsinstelling, inzonderheid brugdagen op het einde of in het begin van een maand, er toe kunnen leiden dat, door het behoud van de termijn van vijf werkdagen, een abnormale vertraging in de betaling van de uitkeringen kan optreden.

Als werkdagen worden beschouwd: alle dagen van de week uitgezonderd de zaterdag, de zondagen en de feestdagen."

Art. 5. In artikel 164, § 3, van hetzelfde besluit, wordt de eerste zin van het derde lid vervangen door de volgende zin :

« De Rijksdienst schakelt, geheel of gedeeltelijk, de uitgaven uit die, om een andere reden dan deze vermeld in artikel 148, 3^o en 6^o, en volgend uit de opdrachten van de uitbetalingsinstellingen bedoeld in artikel 24, § 2, 4^o en 5^o, niet gedekt zijn door een geldige uitkeringskaart die het recht op uitkeringen verleent of die, wegens een reden die door de Rijksdienst werd bepaald, niet geldig ingediend zijn. ».

Art. 6. In artikel 167, § 6, tweede lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 juli 2014, wordt de inleidende zin vervangen door de volgende bepaling :

"Voor de toepassing van deze paragraaf is er wat betreft de opdracht van de uitbetalingsinstelling bedoeld in artikel 24, § 2, 4^o, enkel sprake van een betaling met miskenning van de verplichting bedoeld in artikel 134^{ter} indien cumulatief aan volgende voorwaarden is voldaan :

Art. 7. In artikel 168bis van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 3 juni 2007 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 december 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o) in § 1 worden de woorden "of 3^o" vervangen door de woorden ",3^o of 5^o";

2^o) in § 3, vierde lid, worden de woorden "of 3^o" vervangen door de woorden ",3^o of 5^o".

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 januari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS